

Les crédits

Je rappelle au Parti libéral que la Chambre compte 12 néo-démocrates de plus qu'elle n'en a jamais eu auparavant. Nous avons plus que conservé notre part traditionnelle et c'est le fait que le Parti libéral n'a pas réussi à en faire autant qui nous a valu un gouvernement conservateur majoritaire.

Je voudrais néanmoins poser une question simple au député. S'il est vrai que le Parti libéral s'est si absolument et si constamment opposé, dans les deux chambres, à la taxe sur les produits et services, pourquoi les sénateurs n'ont-ils pas tué cette taxe le 3 mai 1990 quand ils ont eu l'occasion de voter contre elle en deuxième lecture, l'étape de l'examen du principe du projet de loi.

M. Manley: À mon avis, le Sénat a examiné cette loi d'une façon fort responsable, en tenant compte des points de vue des Canadiens avant de décider de ce qu'il devrait faire à ce sujet. Je suis sûr que le Nouveau Parti démocratique ne s'oppose pas au fait que le Comité sénatorial des banques et du commerce ait voyagé d'un bout du pays à l'autre pour écouter le point de vue des Canadiens. Le Sénat a pu, par la suite, s'acquitter de la responsabilité qui lui revient, une chose que, malheureusement, le gouvernement l'a obligé à faire en voulant, de façon irresponsable, imposer cette taxe aux Canadiens.

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir parler de cette motion dont est saisie la Chambre.

Prise au pied de la lettre, elle semble être reliée aux politiques économiques du gouvernement et à leurs prétendues conséquences.

Ce que cette motion représente en fait, c'est le droit politique bien établi de l'opposition d'exploiter le côté le plus désavantageux de n'importe quelle situation économique. C'est la raison pour laquelle l'opposition tient tellement à ce que la récession soit déclarée avant que l'on en ait la preuve indiscutable. C'est la raison pour laquelle elle tient tellement à transformer la possibilité d'une légère récession en quelque chose de beaucoup plus grave.

Si les députés d'en face étaient météorologues, ils diraient aux Canadiens que si le temps est nuageux aujourd'hui, on peut s'attendre à des averses, se transformant en pluies constantes, puis en pluies diluviennes, en ouragans, en inondations cataclysmiques, ce qui se traduirait par une forte augmentation de la construction d'arches. En fait, je vois des nuages de pluie au-dessus

des députés de l'autre côté. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est une perspective marquée au coin du bon sens, non les rodomontades opportunistes que nous avons entendues de la part de l'opposition en matière économique.

Le fait est que le ministre des Finances a laissé clairement entendre dans son budget de février que l'économie allait connaître une année difficile après plusieurs années de forte croissance économique à un rythme supérieur à la capacité de l'économie. Comme le ministre l'a reconnu dans son budget, il était très possible que l'économie connaisse une croissance réelle négative pendant au moins un trimestre tandis que se calmaient les tensions inflationnistes qui s'étaient exacerbées.

L'opposition sait très bien qu'il s'agit là du même processus fondamental de rajustement économique qui a suivi toutes les autres périodes où notre économie a excédé sa capacité de croissance durant une période prolongée. L'opposition ne semble pas comprendre qu'en agissant énergiquement aujourd'hui, plus tôt que plus tard, le gouvernement fait en sorte que nous évitions une récession profonde et prolongée. Les députés d'en face ont-ils déjà oublié l'expérience dévastatrice de la récession de 1982-1982? Le gouvernement n'a pas oublié son devoir de veiller à ce que cela ne se reproduise pas.

Je ferai remarquer aux députés d'en face que si nous avons eu une récession au Canada en 1981-1982, c'est une dépression que nous avons eue en Alberta. Entre 45 000 et 60 000 personnes ont perdu leur emploi à cause du Programme énergétique national, combiné aux politiques économiques du régime libéral de l'époque. Des gens ont dû abandonner leur maison quand les prix des terrains ont chuté. Leur hypothèque était supérieure de 10, 15 ou 20 000 \$ à la valeur de leur maison. À l'époque, le gouvernement libéral a littéralement dépouillé l'Ouest de 20 milliards de dollars par année durant cinq ans pendant une des pires récessions que nous ayons connues au cours du siècle actuel. Voilà pourquoi les libéraux se sont classés au quatrième rang dans ma circonscription. Nous ne l'avons pas oublié. S'il y en a qui savent ce qu'est une récession, ce sont bien les députés d'en face, qui ont provoqué une dépression, une véritable dépression en Alberta.

• (1830)

La motion qui nous est proposée a un rôle utile, elle nous donne l'occasion de parler de la politique que le gouvernement a conçue et mise en oeuvre depuis son arrivée au pouvoir en 1984.